

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2008
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET0850169M*

IDCC : *2614*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Poitou-Charentes, représentant :

- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- la délégation régionale des canalisateurs de France ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- le syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'union régionale professionnelle BATIMAT-TP CFTC Poitou-Charentes ;
L'union régionale Poitou-Charentes construction et bois CFDT ;
La section fédérale régionale Poitou-Charentes du BTP CGT-FO ;
La confédération française de l'encadrement CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ETAM des travaux publics figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL (base 35 heures)
A	16 452
B	17 220
C	18 943
D	20 091
E	22 409
F	25 134
G	27 419
H	29 133

Aucune rémunération mensuelle ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
F	28 904
G	31 531
H	33 502

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Poitiers.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif national pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Poitiers, le 17 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)